



*Travaux de repiquage dans le Tarn
(Photo Ministère de l'Agriculture)*

Dominique BIGOURDAN

DES EMPLOIS DÉNATURÉS AUX EMPLOIS DE NATURE

Cancer de nos économies, plaie de nos sociétés postindustrielles, le chômage touche plus de trois millions de personnes en France, et particulièrement les jeunes chez lesquels les dégâts sont autant psychologiques et moraux qu'économiques. Non seulement ce fléau perturbe l'économie familiale et nationale mais il gangrène le climat social et sape le moral et la dignité des personnes. Travailler répond certes à la nécessité de satisfaire les besoins matériels et immatériels de tout individu et de la famille : se nourrir, se vêtir, se loger, éduquer les enfants, se divertir, se cultiver, etc. Mais travailler répond aussi, et peut-être surtout, à un besoin qu'aucun économiste n'intègre dans ses calculs, car il est de l'ordre de l'éthique et du sens de la vie : le besoin d'être utile.

Depuis sa création en 1983, l'Association Emploi-Nature, animée par Victor et Michel Charpentier, un père et un fils qui portent le nom d'un des plus beaux métiers manuels, a reçu des milliers de lettres qui expriment une très forte augmentation des demandes d'emplois et de formations dans les domaines de la nature et de l'environnement. Ces demandes émanent à la fois de jeunes qui démarrent leur vie professionnelle et d'adultes qui souhaitent se reconvertir après une première expérience ou parce qu'ils ont perdu leur emploi. Les demandeurs se situent à tous les niveaux de formation, depuis le CAP jusqu'au doctorat (bac + 5). Certains chômeurs de longue durée sans aucune formation, voient dans ces métiers « verts » une possibilité ou un espoir de réinsertion. On cherche donc un métier vert avec ou sans diplôme.

A l'analyse de ce volumineux courrier, on constate que les secteurs recherchés ne sont plus majoritairement des métiers de nature ou de plein air. On veut « travailler pour l'environnement », « contribuer à protéger le cadre de vie », « œuvrer à la lutte antipollution »... activités professionnelles qui se déroulent surtout dans un cadre industriel et urbain. Voilà qui traduit une montée de la prise de conscience écologique de la population et peut-être une certaine résignation face à la

désertification du monde rural où s'exercent les métiers de l'agriculture, de la pêche, de la forêt ou de la protection de la nature. Quant aux motivations des demandeurs, elles sont non seulement de trouver un emploi mais aussi d'exercer leur activité dans un cadre de vie équilibré ou « naturel » et pour certains, plus profondément, d'exprimer dans leur métier un choix de vie, voire une éthique, et même une spiritualité. Quel noble mot que celui de « métier » ! Quelle fierté dans le regard de celui qui a un « bon métier » ou qui « fait son métier ». Est-ce un hasard si dans l'étymologie de ce mot on trouve « ministerium » qui, en latin, signifie « service ». La revendication d'exercer un métier contient donc bien, consciemment ou non, celle de servir à quelque chose, ou à quelqu'un. Et, en plus, ils veulent un « métier vert ». Quelle exigence !

Une offre très insuffisante, mais en pleine évolution

Actuellement, environ 410 000 emplois, à peine 2 % de la population active, sont recensés par les statistiques officielles dans les secteurs de l'environnement : la plupart dans la distribution et l'épuration de l'eau et dans la récupération et le traitement des déchets.

L'environnement n'est pas la solution miracle au chômage, ni un nouvel el dorado mais il est significatif que 70 % des emplois recensés dans ce secteur ont été créés depuis 1980. Notamment à travers de nombreuses créations d'entreprises. Il s'agit donc d'un « gisement d'emplois » en pleine évolution, stimulé par l'offre des entreprises qui doivent s'adapter à la demande des consommateurs de plus en plus exigeants sur la qualité écologique des produits, et aux nouvelles lois et normes nationales et européennes de plus en plus contraignantes sur les procédés de fabrication, la dépollution, le recyclage et le traitement des déchets industriels. Cependant les seules entreprises susceptibles actuellement de dégager un nombre conséquent d'emplois dans ce domaine sans d'ailleurs forcément embaucher sont les grandes industries polluantes qui ont besoin d'ingénieurs et de techniciens qualifiés, ainsi que de managers, formés à l'environnement. Les grands services administratifs de l'État, quant à eux, doivent faire face à des restrictions budgétaires peu propices à la création de postes dans ces domaines. C'est sur les collectivités locales et régionales que va reposer surtout la responsabilité de créer ou de susciter des activités et emplois répondant aux besoins en matière d'écologie urbaine et rurale. Mais cette décentralisation demande une volonté et une action nationales d'envergure pour l'aménagement du territoire qui devra inscrire dans ses priorités la protection et la gestion de l'environnement, en même temps que la sauvegarde du travail, « espèce » en voie de disparition dans de nombreuses régions.

Le travail dénaturé

Le thème de l'emploi et du chômage est propice aux discours, colloques, émissions, articles de presse et ouvrages multiples. Des « tonnes » de matière grise sont utilisées à effectuer des analyses savantes pour tenter de cerner les causes de ce qu'il faut bien appeler le grand échec de la civilisation industrielle : la destruction massive du travail des hommes et des femmes que les années glorieuses avaient mises aussi sur le « marché » du travail.

Les responsables politiques et les experts se torturent les méninges pour essayer de résoudre ce problème explosif, d'autant que le déficit des organismes sociaux rend de plus en plus difficile l'indemnisation des chômeurs qui pèse de plus en plus lourd sur les budgets des entreprises et de la nation. Mais analystes et dirigeants politiques butent toujours sur l'économie et ses lois implacables qui rendraient fatales :

- la disparition de certains métiers dits manuels et des métiers liés à la terre et à la nature,
- la diminution de l'offre de travail globale, nécessaire pour faire « tourner » la machine économique, offre dont il faudrait apprendre à se partager les restes,
- et, plus profondément, la remise en question de la notion même de travail qui serait synonyme d'aliénation.

« Gagner son pain à la sueur de son front » serait un adage des temps passés où l'homme était dominé par la nature. Trop intelligent et puissant, l'homme ne devrait plus avoir besoin de travailler pour vivre, l'ordinateur et le robot le remplaçant avantageusement. Il aurait donc de plus en plus de temps « libre » pour devenir encore plus intelligent et puissant.

Dénaturé par la société industrielle, qui transforma l'homme en appendice de la machine, le travail et particulièrement le travail manuel, a perdu son utilité – la création de richesse – et son sens – la transformation et l'élévation de l'individu et de la famille. Pourtant les civilisations humaines ne seraient rien sans le travail accumulé au cours des siècles et la somme d'expériences, de savoir-faire et de connaissances qu'il a permis d'engranger. Autrefois, la production dépendait principalement du travail des hommes : lui seul pouvait faire défaut en qualité et en quantité. À condition que l'homme respecte la nature qui pouvait être plus ou moins généreuse. Aujourd'hui c'est le travail des hommes qui dépend de la production dont le facteur principal est devenu le capital physique (machines, ordinateurs et robots) et financier.

Voici la première inversion profonde qui s'est opérée dans nos économies. En même temps d'ailleurs que l'homme inversait son rap-

**Du travail de
nature au travail
dénaturé, une
inversion profonde**

port à la nature : de dominé il s'est transformé en dominateur et même en manipulateur. Mais une deuxième inversion s'est produite dans l'économie occidentale. Autrefois, le pouvoir d'achat des hommes dépendait de leur production, elle seule pouvait faire défaut. Aujourd'hui, c'est la production qui dépend du pouvoir d'achat : lui seul peut manquer, notamment si le travail rémunérateur vient à manquer à moins que l'envie de consommer vienne aussi à diminuer. Bref, notre économie « marche sur la tête ».

Faut-il, sous prétexte que le « système » serait pourri, ne rien faire et attendre, un grand soir de révolution, que tout soit réinversé ? Faut-il se lamenter du modernisme et cultiver la nostalgie du « bon vieux temps » où tout le monde avait du boulot ? Ces deux formes de fatalisme et d'attentisme sont tout aussi néfastes et inutiles l'une que l'autre. Ce n'est pas, on s'en doutera, l'état d'esprit des fondateurs et animateurs d'Emploi-Nature. Que faire ? D'abord agir, mais aussi informer, échanger et former.

Agir

« N'attendez pas que votre emploi vous tombe du ciel, ou de l'ANPE. Prenez-vous en charge. Bougez. » Et s'il le faut, « créez votre emploi ! » Tel est le leitmotiv des animateurs d'Emploi-Nature envers leurs interlocuteurs. Facile à dire, plus difficile à faire, penseront certains. Peut-être, pourtant l'essentiel est bien dans le comportement de la personne qui veut trouver un emploi. Le pire est l'inertie qui, il faut bien le dire, est souvent provoquée par le système d'assistance sociale, lequel indemnise mais ne pousse pas vraiment à une démarche active. donner, ou redonner l'envie de bouger, enclencher en la personne une « dynamique » : « Je veux travailler dans l'environnement et je vais prendre les moyens pour atteindre ce but. » C'est déjà plus de la moitié du chemin parcourue. Ceci dit, la bonne volonté ne suffit pas. Que peut-on apporter pour alimenter cette énergie ? De l'information, de l'échange et de la formation.

Informier

Telle a été la vocation initiale de l'Association Emploi-Nature qui a réuni une documentation détaillée pour tous ceux qui cherchent à s'orienter ou à se reconverter vers les métiers de la nature et de l'environnement. Cette information a été synthétisée sous forme d'une exposition qui a beaucoup circulé dans de nombreuses régions et surtout sous la forme d'un ouvrage *Le guide des métiers verts* paru aux Éditions Sang de la Terre (Paris, 1994). Ce travail d'information doit aujourd'hui être décentralisé dans les régions. C'est pourquoi nous

Passer à l'action, le seul moyen de s'en sortir

proposons la création d'Ateliers régionaux Emploi-Nature qui auraient pour première mission de recenser localement les métiers, activités et filières de formation existantes dans la région.

Échanger

La situation la pire pour un chômeur ou « demandeur d'emploi » est la solitude. De l'échange naît la circulation de l'information et de l'énergie. Les Ateliers Emploi-Nature peuvent aussi avoir pour objectif de faire se rencontrer les personnes selon le principe de la « contagion de la réussite ». L'échange d'expériences, de rencontres, de difficultés et d'opportunités est profitable, à la fois, pour ceux qui exposent leur histoire et prennent ainsi du recul et la mesure du chemin parcouru, comme pour ceux qui reçoivent et prennent ainsi de bonnes idées pour les adapter à leur propre situation. Cette forme d'entraide contient un fort potentiel dynamisant car elle se fait à égalité entre des personnes ayant été confrontées à la recherche d'emploi. Il n'y a pas un conseiller ou un fournisseur d'emploi, placé au dessus du demandeur. Il y a des acteurs qui échangent et s'auto-développent. Cet échange à un niveau local et régional pourrait très utilement s'étendre à une rencontre nationale, non pour réunir un colloque de plus, mais pour créer un carrefour des « acteurs » des métiers de l'environnement, qui échangeraient leurs expériences de terrain, selon ce même principe de la « contagion de la réussite ».

Je réussis, tu réussis, nous réussissons ...

Former

La formation est une clé indispensable de l'adéquation entre l'offre et la demande d'emplois, dans l'environnement comme dans les autres secteurs. Combien de candidatures recevons-nous de personnes bardées de diplômes, jusqu'à bac + 5, avec des labels ronflants de mastères ou magistères en « management de l'environnement », « ingénierie de l'environnement », « communication de l'environnement » qui pensaient trouver un emploi en se payant, parfois cher, ces formations « haut de gamme », et souvent de grande qualité scientifique. Ces candidats sont, pour la plupart, dans l'impossibilité de « vendre » leur cursus qui ne répond pas forcément à une demande. A l'autre extrémité, nombreux sont les chômeurs de longue durée dont le manque de formation se fait cruellement sentir pour poser leur candidature à certaines offres d'emplois. Il est donc indispensable de recenser les besoins de formation, réels et non fantasmatiques, qui correspondent à une demande des employeurs potentiels : entreprises ou collectivités. Formations spécialisées, avec ou sans le bac, menant aux différents métiers verts, formations intégrées aux cursus universitaires.

res et des écoles de techniciens, ingénieurs et cadres, formations de chômeurs en cours de reconversion et formation continue des salariés. Le champ de travail est immense, sans parler de l'éducation à l'environnement qui doit être renforcée dans tous les programmes scolaires pour mieux préparer les futures générations à ce qui sera la révolution du XXI^e siècle, celle de l'écologie apolitique.

Des métiers verts dans une économie verte

Voilà qui est bel et bien mais cela suffira-t-il à créer les emplois demandés dans les métiers verts ? « Nous avons abandonné Nature et lui voulons apprendre sa leçon, elle qui nous menait si heureusement et si sûrement ». Cette phrase toute simple est d'un des grands penseurs de l'Occident : Michel de Montaigne. Simples ces quelques mots, mais combien riches d'enseignements. Tout y est. La clé de cette crise qui nous ronge. La voie à suivre pour en sortir.

La crise profonde, qui détruit et dénature le travail des hommes, est fondamentalement une crise écologique. L'homme occidental a rompu les liens qui l'unissaient avec la terre. Voilà la source de tous les maux. La crise est la rupture d'un équilibre sur lequel reposent tous les autres : l'équilibre entre l'homme et la nature, qui s'exprime notamment et principalement par le travail humain. L'homme occidental doit retourner à l'école de la terre, prendre modèle sur la nature. Comme elle, il doit réguler la croissance en fonction des ressources disponibles. Comme elle, il doit privilégier le progrès qualitatif (toujours mieux) par rapport au progrès quantitatif (toujours plus). Comme elle, il doit laisser chaque espèce, et notamment l'espèce humaine, et chaque individu de l'espèce jouer le rôle qui lui incombe sur cette planète-terre.

Détruire le travail d'un homme, c'est détruire l'homme. Il est de la plus extrême urgence de donner un coup d'arrêt énergique à cette informatisation folle dans laquelle se sont laissés entraîner les entreprises et les États, interdisant de ce fait à des millions de gens de jouer leur rôle dans la société, même si ce rôle peut paraître modeste aux yeux des technocrates et des hommes politiques. Les cantonniers, les guichetiers, les poinçonneurs, les pompistes, les personnels d'accueil, et tant d'autres « petits » métiers avaient le mérite de faire vivre des millions de personnes qui, en plus, se sentaient utiles. C'est une nouvelle conception de l'économie qui doit être imaginée et mise en œuvre. Une économie qui aura deux pôles d'attraction l'homme et la terre. L'homme qui doit redevenir la priorité par rapport à l'ordinateur. La terre que l'homme doit réapprendre à respecter, en lui ren-

**L'école de la terre
est le meilleur
modèle**

dant par son travail ce qu'il lui prélève pour vivre. L'argent, sans être nié, devra redevenir l'outil et non le but.

Face à cet énorme défi, les responsabilités gouvernementales et des collectivités territoriales sont immenses dans un domaine qui ne peut être régi par les seules lois du marché, même si ce dernier prend mieux en compte la « demande » d'écologie. Il ne s'agit pas seulement d'édicter des lois, d'ériger des normes et de prélever des écotaxes, toutes choses utiles, au demeurant. Il faut aller plus loin et lancer un vaste programme de « chantiers de l'écologie » sur tout le territoire. Entretien et nettoyage des rivières, débroussaillage des forêts, aménagement des zones vulnérables et remise en état des régions sinistrées, récupération des matériaux et déchets, rétablissement des sentiers, talus et haies, restauration des maisons abandonnées...

Pour ces travaux d'intérêt général, peuvent être recrutés les chômeurs, jeunes et adultes, à condition que l'encadrement de ces chantiers soit formé et préparé, que l'accueil soit organisé. Les « contrats verts », lancés par l'actuel gouvernement, sont un premier pas très timide dans ce sens. Il faut aller beaucoup plus loin avec des moyens bien supérieurs et faire de ces chantiers une priorité nationale, au plus haut niveau de l'État. C'est à un véritable programme de reconstruction écologique du territoire et du travail que doit appeler le futur président de la République. Et pour bien signifier leur enjeu, ces chantiers devront faire l'objet d'un service civique obligatoire, mobilisant jeunes gens et jeunes filles, sans discrimination.

Mais ces chantiers ne resteront que du colmatage symbolique, ou de la réparation temporaire des dégâts du progrès, si fondamentalement, l'économie du pays ne change pas. Remettre l'économie « les pieds sur terre », alors qu'aujourd'hui elle marche sur la tête, voilà une « révolution », au sens propre du terme, à laquelle nous ne pourrions échapper si nous voulons véritablement éradiquer ce fléau du chômage.

Dominique BIGOURDAN

Président de l'Association Emploi-Nature
Co-fondateur du mouvement Sang de la Terre

**La terre donne,
l'homme prend
et doit rendre**